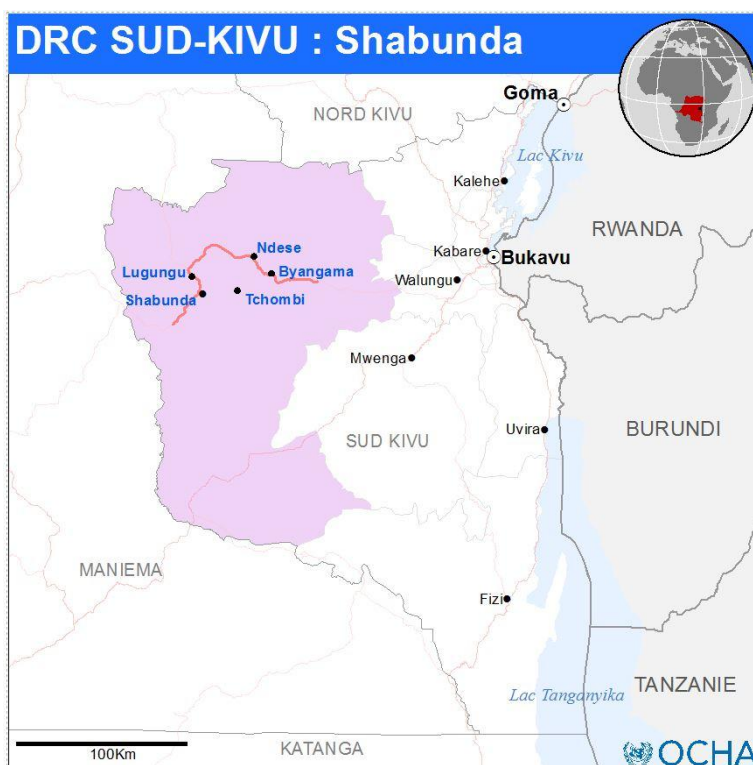


Faits saillants

- Début de retour à Lugungu malgré l'insécurité : plus de 8 000 personnes toujours en déplacement dans le Territoire de Shabunda
- Plus de 2 500 ménages déplacés, retournés et familles d'accueil assistés en intrants agricoles dans le Territoire de Mwenga

Contexte général

Suite aux affrontements qui ont lieu depuis le 12 septembre entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et des miliciens Raïa Mutomboki dans le Territoire de Shabunda, [les populations des localités de Byangama, Lugungu, Ndese et Tchombi ont fui vers la forêt et les villages environnants](#). Selon l'ONG IEDA Relief, environ 70% des personnes déplacées de Lugungu seraient retournées chez elles entre le 12 et le 18 septembre suite à l'accalmie liée notamment au redéploiement rapide de l'armée. En ce qui concerne Byangama, Ndese et Tchombi, les populations déplacées seraient toujours dans la forêt et craignent d'éventuelles représailles par les groupes armés dans la zone. Les dernières estimations basées sur les dénombrements sanitaires dans la zone renseignent qu'au moins 8 400 personnes seraient toujours en déplacement. En raison de l'insécurité et des récents déplacements, les écoles de Byangama, Ndese, Tchombi et Makese sont fermées, retardant la rentrée scolaire pour les enfants. En marge des affrontements à Tchombi, cinq maisons auraient été incendiées, trois civils tués et les populations déplacées auraient été victimes de pillages, notamment de leurs articles ménagers essentiels. La situation demeurant instable dans la zone et ne permettant pas l'accès humanitaire à Byangama, Ndese et Tchombi, aucune évaluation humanitaire n'a encore été possible afin de connaître l'ampleur des déplacements forcés de la population et des besoins humanitaires. La sécurisation effective et continue de la zone pourrait faciliter un retour rapide des déplacés.



Besoins et réponses humanitaires

Multisectoriel

- Les ONG Christian Aid et Service d'accompagnement et de renforcement des capacités d'autopromotion de la femme (SARCAF) ont distribué, du 4 au 8 septembre, des intrants agricoles en faveur de 1 500 ménages retournés et familles d'accueil dans les groupements de Bashitonga, Bamulinda, Balobola et Bizalugulu, au nord du Territoire de Mwenga. Ces personnes retournées avaient fui les affrontements entre les FARDC et les Raïa Mutomboki dans la zone au mois d'avril dernier et s'étaient réfugiées à Kamituga, Mwenga centre, Kalambi (Territoire de Mwenga) et Walungu (Territoire de Walungu). Les intrants agricoles distribués incluent des semences (arachides, haricots, maïs et boutures de riz) et des outils aratoires (bêches, houes et machettes), et constituent la première assistance en intrants agricoles que ces familles reçoivent. Cette activité fait partie du projet d'assistance d'urgence et de protection pour les ménages vulnérables victimes des conflits armés dans les territoires de Mwenga et Shabunda. Ce projet, financé par Irish Aid et Christian Aid depuis le 1er juin et jusqu'au 31 mai 2015 à hauteur de 542 252 euros, bénéficiera aux ménages déplacés, retournés et membres des communautés d'accueil ainsi qu'aux survivants de violences sexuelles.

Le Ministère de l'Eglise pour les réfugiés et les urgences, un service de l'Eglise du Christ au Congo (ECC-MERU) met en œuvre ce même projet dans les groupements de Balobola et Bizalugulu (Territoire de Mwenga). Christian Aid et ECC-MERU ont organisé, du 12 au 13 septembre, une foire en articles ménagers essentiels (AME) à Sungwe au nord de Mwenga centre (Territoire de Mwenga) en faveur de 1 000 ménages déplacés et retournés. Les personnes déplacées concernées avaient fui l'insécurité causée par les affrontements entre deux factions rivales des Raïa Mutomboki à l'est du Territoire de Shabunda à partir du mois d'avril 2014. Cette assistance fait suite à une autre distribution en intrants agricoles organisée par ECC-MERU, au moins d'août, en faveur de 1 500 ménages dans le Territoire de Shabunda et sera suivie d'une assistance en AME en faveur de 2 000 ménages déplacés à Shabunda Centre à la fin du mois de septembre.

- Une mission d'évaluation multisectorielle réalisée par la fondation AVSI, du 30 août au 10 septembre, à Bisisi, Chaminunu et Cibinda dans le Groupement de Kalonge (Territoire de Kalehe) a enregistré la présence de 2 895 ménages déplacés dans les trois localités, manquant particulièrement d'articles ménagers essentiels (AME); suite aux multiples déplacements et pillages dont ils ont été victimes. De plus, 98% des élèves déplacés à Cibinda (97% à Bisisi; 96% à Chaminunu) ne sont pas scolarisés et la situation en termes d'utilisation des services médicaux est alarmante depuis le retrait d'un partenaire international de la Zone de santé. Plusieurs déplacements de population ont été enregistrés au courant du mois d'août 2014 dans les zones évaluées en raison de l'insécurité. Le 12 août, [des familles déplacées de Bunyakiri, fuyant les affrontements entre les Raïa Mutomboki et les FARDC](#) étaient arrivées à Cibinda, celles-ci seraient à ce jour rentrées en grande majorité suite à l'accalmie dans leur zone d'origine. A partir du 17 août d'autres familles fuyant les exactions liées à un conflit de succession dans la chefferie de Nindja (Territoire de Kabare) se sont réfugiées dans les trois localités.
- Dans le cadre du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP), l'ONG International Rescue Committee (IRC) s'est rendue, du 4 au 16 septembre, dans les localités de Tchelamazi, Nyakibizye, Bulumbu et Kinankuma (Territoire de Shabunda) afin d'évaluer la situation humanitaire et a enregistré la présence de 1 867 ménages retournés depuis début septembre. Ces familles avaient fui la zone en avril en raison de l'insécurité liée aux affrontements entre deux factions rivales des Raïa Mutomboki (RM). Leur retour a été motivé par des pourparlers du 28 au 29 août à Kigulube entre représentants des RM, de la notabilité et du Gouvernement. Ces familles retournées ont des besoins urgents en eau potable (0% d'utilisation de sources d'eau salubres à Nyakibizye et Kinankuma) et en assainissement, les latrines hygiéniques étant inexistantes dans les quatre localités.

Santé

- Les autorités sanitaires rapportent une augmentation des cas de choléra dans la Zone de santé (ZS) de Fizi. Du 8 au 14 septembre, 151 cas de choléra dont deux décès ont été enregistrés, contre 35 cas la semaine précédente, alors que le seuil épidémique est fixé à 25 cas par semaine pour la ZS. Les ONG Médecins Sans Frontières (MSF) et Solidarités apportent leur soutien aux autorités sanitaires dans la ZS afin de contenir la progression de la maladie. MSF assure une prise en charge médicale des malades à Baraka et à Sebele et les autorités sanitaires prennent en charge les malades à Kazimia. Solidarités organise des activités de prévention, notamment la sensibilisation de la communauté aux pratiques de l'hygiène et la mise en place de points de chloration d'eau. L'ONG CENEAS et les relais communautaires sensibilisent également la communauté et organisent des activités de promotion d'utilisation du chlore à domicile. Selon MSF, une flambée de cas de choléra a également été enregistrée à Lulimba en ZS de Kimbi-Lulenge (Territoire de Fizi). Du 13 au 24 septembre, la ZS a enregistré 85 cas d'infections dont un décès, dans une zone qui connaît rarement d'épisodes de choléra et dont la dernière flambée remonte à juillet 2011. MSF assure une prise en charge médicale et a mis en place des points de chloration d'eau. IRC s'est également rendue dans la zone cette semaine pour y apporter un appui en eau, hygiène et assainissement.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Florent Méhaule, Chef de Sous-Bureau, OCHA Sud-Kivu, mehaule@un.org, +243 97 000 37 66

Naomi Frérotte, Chargée d'information publique, OCHA Sud-Kivu, frerotte@un.org, +243 81 706 13 42

Maxime Nama, Assistant à l'information publique, OCHA Sud-Kivu, nama@un.org, +243 81 706 12 33

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, +243 97 000 37 50

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net et sur @UNOCHA_DRC